

LA LETTRE DU SCA

LA LETTRE D'INFORMATION DU SCA N° 17 - MARS 2014

- Coup d'envoi de la transformation du service
- Être LEGAD à Sangaris
- Solde, des approches novatrices



ELOCA de Roanne,
déconstruire
pour bâtir

Marc Gondard - ELOCA Roanne



Le séminaire des 14 et 15 janvier à l'École militaire a lancé la transformation du soutien. De fortes attentes s'y sont fait jour. Les armées exigent une qualité et une continuité de service irréprochables, en métropole, outre-mer et en opérations extérieures. Les organismes du SCA actuels et les GSBdD au cœur de notre transformation aspirent à appartenir à une nouvelle communauté caractérisée par une identité affirmée, un professionnalisme de chaque instant et un ancrage reconnu dans le soutien opérationnel.

Le projet de transformation porte une haute ambition pour le SCA. Trois mots d'ordre le caractérisent : qualité, simplification, efficacité. Le défi est de taille. Sa réussite passe par de nombreux chantiers menés à bien, dont la quarantaine d'actions d'amélioration liées à l'échelon de préfiguration. Je remercie tous les acteurs concernés, quel que soit leur rôle : ils participent à la construction de notre projet pour le service.

La concrétisation de ces mots d'ordre se fonde donc sur la volonté résolue de réussir et une implication sans réserve de chacun. Je m'emploierai parallèlement à ce que la manœuvre de transformation fasse l'objet d'une large concertation et d'une information régulière, et en tout premier lieu, bien entendu, au sein du SCA. Au-delà, une coordination étroite avec les autres acteurs du soutien et les armées sera indispensable.

L'une de nos récompenses collectives les plus fortes sera notre fierté d'appartenir au Service du commissariat des armées. C'est ma conviction. Je souhaite qu'elle devienne la vôtre.

CRGHC Jean-Marc Coffin

ACTUALITÉS

- Rencontres 2020, la Défense ensemble
- Le CEMAT reçoit les commissaires d'ancrage terre aux Invalides

GRAND ANGLE

- Le tour de France des experts fiscalistes
- Le nouveau logiciel de solde

MÉTIERS

- Déconstruire pour bâtir l'avenir
- L'ELOCA de Roanne en 4 points

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

- Mise en condition avant projection
- Premier LEGAD à Sangaris
- Numéraire

TRANSFORMATION

- Les piliers de la transformation du soutien
- Les trois axes de la réorganisation du service

RESSOURCES HUMAINES

- Que faites-vous le 4 décembre ? Je vote !
- Mise en place d'un nouveau régime indemnitaire

EN BREF

- Devenez acteur de la défense de demain
- Améliorons notre performance
- Bienvenue sur l'espace Qualigram

D'HIER À DEMAIN

- La question du soutien durant la guerre de 1870, que s'est-il vraiment passé ?

RENCONTRES 2020, LA DÉFENSE ENSEMBLE

Accompagné du CEMA, du DGA, du SGA, ainsi que des chefs d'état-major et des grands directeurs, le ministre de la Défense est venu expliquer la transformation qui débute, les objectifs à atteindre et la méthode utilisée.



Les « Rencontres 2020, la Défense ensemble » se sont tenues à Paris, Toulon, Metz et Bordeaux du 29 janvier au 13 février. C'est une mobilisation sans précédent pour laquelle le ministre de la Défense avait choisi de réunir son « pack » : tous ses grands subordonnés regroupés autour du général de Villiers, animateur des chantiers de réforme depuis deux ans et chef d'Etat-Major des armées depuis le 15 février. Le public y était représentatif de l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère, de tous grades et de toutes catégories.

Des rencontres pour quoi ? Pour expliquer la réforme du ministère et sa projection à l'horizon 2020.

Lors de chaque rencontre, c'est un échange ouvert avec la salle, à travers des témoins et par des questions du public. Les grands thèmes abordés concernent la présentation de la transformation du ministère, la mise en perspective des réformes de gouvernance dans le sens de la simplification, de la modernisation et de la transparence et le regroupement d'un ministère modernisé en 2015 à Balard.

« Notre horizon, c'est désormais Défense 2020 » déclarait le ministre de la Défense dans son discours de clôture, « Ce n'est pas un rendez-vous à six ans que je vous donne, c'est une route que nous avons tracée avec vos chefs et que nous allons désormais emprunter ensemble. »

LE CEMAT REÇOIT LES COMMISSAIRES D'ANCRAGE TERRE AUX INVALIDES

« L'armée de terre continuera à faire aux commissaires toute leur place dans ses rangs. Elle aura plus que jamais besoin de compétences que seuls les commissaires détiennent. Elle attend également que ses spécificités soient comprises car cela conditionne l'efficacité du soutien. »

Mercredi 29 janvier, le général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre, s'adressait aux commissaires des armées d'ancrage Terre qu'il recevait dans les salons d'honneur des Invalides, en présence du directeur central du SCA.



Z.Boncourne@ArméeDeTerre

Le CEMAT s'adresse aux commissaires d'ancrage Terre.

Cet événement avait tout d'abord pour objectif de marquer solennellement le départ de quelque 400 officiers de l'armée de terre vers le corps interarmées des commissaires. Il avait également pour objet d'accueillir symboliquement au sein de l'armée de terre les deux premières promotions des commissaires d'ancrage Terre. Il a enfin été l'occasion pour le CEMAT de définir le cadre dans lequel il souhaite que s'instaurent les relations entre l'armée de terre et les commissaires qui y seront affectés.

commissaires des armées : l'intégration étroite au sein des états-majors et unités et la connaissance intime de leur environnement continueront à être le gage de la compréhension des besoins des forces et de leur satisfaction. Et celles-ci ne manqueront pas de continuer à s'appuyer sur des liens de fraternité d'armes et respect mutuel.

À cet égard, ses propos ont parfaitement illustré la nature et la finalité de l'ancrage de milieu des

LE TOUR DE FRANCE DES EXPERTS FISCALISTES

Au contact des administrés, des experts fiscalistes et des soldats du SMODI et de la DRHAT prolongent l'action de la cellule Solde assistance.

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a fait mettre en place une mission d'accompagnement fiscal pour venir en aide aux militaires aux prises avec les défaillances du logiciel Louvois. La mission, qui avait débuté le 9 décembre à Varcès et Strasbourg, a poursuivi sa tournée des bases de défense début 2014. Une quarantaine de sites ont ainsi été visités et plus de 700 entretiens assurés.

Les experts fiscalistes ont effectué un accompagnement personnalisé et assuré la médiation avec l'administration fiscale locale. Dans certains cas complexes, l'expert-fiscaliste a accompagné le militaire au centre des impôts pour accélérer la prise en compte et la régularisation du dossier. Parallèlement, la mission a pris contact avec chaque direction

départementale des finances publiques, afin de faire geler les procédures de majorations ou de redressements à l'encontre de militaires dues aux défaillances de Louvois.

Qui sont ces experts ? Des réservistes, inspecteurs des impôts, effectuant régulièrement des périodes au profit de la cellule Solde assistance du SMODI et des soldats, permanents de cette structure ainsi que de la DRHAT.

En apportant une assistance dont l'objectif s'est d'emblée voulu dépasser l'écoute et la mise en relation pour être force de résolution au profit des administrés, ils ont pu ainsi démultiplier l'action de la cellule Solde.

L'étape suivante ? Organiser des visioconférences avec des administrés affectés à l'étranger et outre-mer, qui ne sont pas épargnés par les difficultés de solde et d'impôts.

À savoir

L'intradef propose une FAQ qui offre des éléments de réponse aux questions les plus fréquemment posées par les administrés en matière d'impôts Intradef / SGA/RH/Espace RH Solde / FAQ

LE NOUVEAU LOGICIEL DE SOLDE

Pour concevoir le système qui remplacera le logiciel Louvois, le ministre de la défense a choisi une nouvelle démarche, pragmatique, structurée et s'appuyant sur des expertises reconnues et des outils éprouvés.

Comme pour la conduite des programmes d'armement, la démarche reposera sur une équipe de direction de programme intégrée. Le binôme à la tête de l'équipe est composé d'un directeur de programme de la Direction générale de l'armement, l'ingénieure générale de l'armement Caroline Gervais, et d'un officier de programme de la DRHMD, le colonel Patrick Mérian. La mission du directeur de programme sera de concevoir et piloter le marché, en relation avec les fournisseurs, celle de l'officier de programme aura pour objet d'exprimer le besoin, intégrant toutes les spécificités de la solde.

La procédure de dialogue compétitif avec les entreprises a été lancée le 10 mars dernier. Au cours de cette phase, cinq fournisseurs au plus seront identifiés. Ils présenteront un « prototype » en décembre prochain. Le fournisseur du futur logiciel sera retenu dans le courant du premier semestre 2015.

Ce projet s'insère dans un dispositif inchangé des responsabilités ministérielles relatives à la solde : régulateur ministériel de la solde, la DRH-MD en délègue la mise en œuvre au SCA, pilote fonctionnel.



Séance de travail pour l'ingénieure générale de l'armement Caroline Gervais et le colonel Patrick Mérian.

DÉCONSTRUIRE POUR BÂTIR L'AVENIR

Économiser près de 75 % sur le prix des pièces de rechange du matériel destiné au soutien de l'homme, c'est l'objectif affiché par l'ELOCA de Roanne au travers d'une mission novatrice.

En mai 2013, le CESCOF a confié à l'ELOCA de Roanne une étude visant à intégrer dans son plan de charge 2014 une activité de déconstruction de matériels de projection destinés à la réforme.

Définition des moyens humains et techniques, recherche d'emplacements de stockage, modalités de suivi comptable, tels ont été les principaux axes de la réflexion menée par l'équipe en charge du dossier.

Bien que l'ensemble du parc du matériel roulant soit à terme concerné par ce projet, c'est la remorque-douche (RD 3 000) qui servira de test. Sur les 295 pièces qui la composent, 193 ont été retenues pour intégrer la chaîne de recyclage, en raison de leur valeur neuve et du taux d'utilisation constaté au travers de l'activité de l'établissement.

Cette détermination d'un besoin précis en rechanges, au regard du plan de charge confié à l'établissement, permettra de ne pas générer de stock inutile.

Concernant la nature et la qualité des pièces, le critère de la sécurité prime bien entendu sur tous les autres.

« Il faut que les pièces soient facilement expertisables pour que nous ayons la certitude de leur qualité avant réinjection dans les autres matériels. Ainsi d'un véhicule accidenté dont nous prendrions une portière intacte », explique le commandant Franck Derbomez, directeur de l'ELOCA.

Toutes les pièces récupérées feront l'objet d'un suivi particulier dans l'outil LOUXOR (logiciel de gestion des pièces détachées et matériels majeurs du SCA). Chaque mouvement affectant les pièces récupérées sera ainsi retracé dans un historique parfaitement clair.

« La nécessité de disposer d'un niveau de stock qui réponde au juste besoin opérationnel et la recherche d'une optimisation constante des ressources physiques et financières militent pour que ce nouveau challenge devienne rapidement une activité à part entière au sein de l'établissement », précise le directeur de l'ELOCA.

L'ELOCA DE ROANNE EN 4 POINTS

Trois missions principales visant à assurer la disponibilité des matériels du SCA :

- **MAINTENANCE** des matériels de campagne destinés au soutien de l'homme. L'ELOCA de Roanne est le seul à disposer de la compétence NTI 3 (3^e niveau technique d'intervention), qui implique une compétence particulière de remise en état complète des matériels.
- **LOGISTIQUE** des pièces détachées nécessaires à l'entretien des matériels de campagne en service en métropole, outre-mer et OPEX.
- **FORMATION** des électromécaniciens frigoristes, techniciens de haut niveau et polyvalents, pour assurer la réparation et l'entretien des matériels de campagne.



Marc Gondard ELOCA Roanne

Apprentissage de la réalisation et du dépannage d'un groupe froid à la division Formation.

Une mission interministérielle :

- **MACD** (Mission d'attestation capacité Défense). L'ELOCA délivre des attestations de capacité aux établissements de la défense afin qu'ils puissent acheter et manipuler des fluides frigorigènes. Sont concernés notamment les bâtiments de la marine, dont les sous-marins, les aéronefs (transall), etc. Il est le seul organisme de la Défense accrédité par le ministère de l'Environnement pour délivrer de telles attestations.

MISE EN CONDITION AVANT PROJECTION

Exercer son métier sur un théâtre d'opérations, dans des conditions de sécurité parfois dégradées, est un défi qui requiert une préparation adaptée.

La préparation opérationnelle, un prérequis à la projection

Vocation de tout militaire et susceptible de survenir à tout moment dans sa carrière, la projection en opérations requiert un minimum d'entraînement et de préparation à l'engagement. Les militaires issus des services peuvent être amenés à exercer leur métier dans des conditions de combat. Ils doivent donc s'astreindre à entretenir de façon régulière leur condition physique et leurs compétences techniques élémentaires de combattant afin d'être en mesure, le moment venu, d'utiliser leurs armes ou de porter secours si la situation l'exige.

La préparation opérationnelle, une formation ajustée

Les formations de base (CCPM, ISTD, TIOR, PSC1 et SC1)* sont dispensées localement, conformément au plan d'adossement défini par l'EMA. En complément de ce tronc commun, des préparations adaptées sont organisées par l'armée de terre lors de mises en condition avant projection.

Pour les théâtres où la situation sécuritaire est dégradée, chaque armée organise une formation spécifique : « Pack Vital » pour l'armée de terre, stage « MARTEL » pour l'armée de l'air et stage « SACOPS » pour la marine.

La préparation opérationnelle, dotée d'un outil de suivi

L'ensemble de ces préparations est suivi dans le passeport individuel du combattant (PIC), qui permet *in fine* au commandement opérationnel d'évaluer le degré de préparation et l'aptitude à la projection du militaire.



Séance de tir - DIRCOM PAMIR

Le modèle de PIC et la directive du sous-chef soutien sur la préparation opérationnelle sont disponibles sur intradef : site SCA/RH/prospection-opex.

*CCPM : contrôle de la condition physique du militaire

*ISTD : instruction sur le tir de combat

*TIOR : techniques d'intervention opérationnelles rapprochées

*PSC1 : premiers secours civiques

*SC1 : secourisme au combat

PREMIER LEGAD À SANGARIS

Engagée fin 2013 au sein de l'opération Sangaris en Centrafrique, pour la première fois en qualité de LEGAD, la CR1 Cécile Reliaud témoigne sur son ouverture de poste en opérations.

« J'avais entamé le cursus de formation LEGAD en 2008, mais entre mon temps de responsabilité en régiment, le diplôme d'état-major et le concours de l'École de guerre, je n'avais encore jamais eu l'opportunité d'être déployée sur ce type de poste.

Je me souviendrai longtemps de cette opération.

Un engagement rapide, un conflit au départ non qualifié, des actions de feu imbriquées et nombreuses, un ennemi complexe, des règles d'engagement efficaces mais retenues à un niveau élevé, la pression des médias



Préparation de la mission d'audit de l'ONU relative au stock d'armement saisi sur l'ennemi.

omniprésents et un pouvoir étatique défaillant. Des situations de violence et de détresse extrêmes, les enfants-soldats, si jeunes et si meurtris, les exactions, le traitement des dépouilles, la prise en compte des blessés, des capturés, l'application des mesures d'embargo sur l'armement, la protection des sites sensibles ...

Tout ce que j'avais lu prenait corps.

Dans la tourmente, une voix à l'autre bout du

téléphone : celle d'EMA JUROPS. Je n'étais pas seule. On me soutenait dans mon action difficile, celle de faire passer le message à la Force ainsi qu'à son environnement.

Opiniâtre, je l'ai été. Enthousiaste, souvent. Convaincante, j'espère. Dépitée, parfois un peu aussi, je l'avoue. Mais j'ai découvert un métier passionnant. J'ai la chance d'avoir vécu une expérience hors du commun, je repars demain sans hésiter ! »

4 LEGAD sont actuellement déployés en opérations : en RCA, au Tchad, en Afghanistan et au Royaume-Uni.

NUMÉRAIRE, DES FRACTIONS NOUVELLE GÉNÉRATION

Si les trésoriers devront toujours acheminer pièces et billets jusqu'aux sites les plus inaccessibles pour délivrer des fractions de solde aux militaires en OPEX, le suivi des sommes déboursées et les modalités de reprise sur la solde des intéressés viennent en revanche d'être significativement allégés et fiabilisés.

C'est l'objet de l'application NUMÉRAIRE, qui remplace progressivement, depuis janvier, SOLDPEX sur les théâtres, grâce à l'action conjointe du SMO-DI, du CIAO, du CDAD-R et des DIRCOM.

La prise en compte des fractions de solde nécessitait jusqu'alors un retraitement par les organismes d'administration des militaires en métropole, ce qui impliquait un délai et multipliait les sources d'erreur. Désormais, les saisies seront réalisées directement en OPEX sur NUMÉRAIRE. Elles seront répercutées, via une interface, vers les SIRH de l'armée de terre (concerto) et du SSA (@rhmonie). Le système devrait être élargi à la marine nationale et à l'armée de l'air dans un

deuxième temps. Cette prise en compte immédiate et automatique des fractions versées fiabilisera ainsi le dispositif de reprise de ces sommes sur la solde des militaires.

Parallèlement, NUMÉRAIRE permettra de répondre à la disparition des services financiers fournis par les bureaux postaux interarmées en proposant, en fonction des caractéristiques et de l'organisation du théâtre, un versement de la fraction mensuelle en plusieurs fois, d'un montant variable, tout en autorisant une restitution partielle en fin de mois.



NUMERAIRE

LES PILIERS DE LA TRANSFORMATION DU SOUTIEN

Deux principes régissent la performance accrue du ministère et du soutien : le renforcement de la gouvernance et la responsabilisation accrue des opérateurs, dont le SCA.

La transformation du SCA s'inscrit dans la logique de l'évolution de l'organisation des soutiens du ministère, tendant à généraliser une logique de filières de soutien ¹ opérées de « bout en bout » par les services. Cette intégration verticale caractérise déjà l'organisation des autres services interarmées : Service de santé des armées, Service d'infrastructure de la défense, Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information.

Le SCA s'insèrera par ailleurs dans le renforcement de la gouvernance ministérielle des soutiens. Il sera ainsi opérateur unique du soutien dans le domaine de l'administration générale et des soutiens communs (AGSC). Le SCA portera la pleine responsabilité de ses prestations, sous l'autorité hiérarchique de l'EMA, et dans le cadre des régulations fonctionnelles établies par les directions du SGA sur les métiers opérés par le SCA. Son action fera l'objet d'une appréciation objective au travers de procédures renouvelées de contrôle. Des contrats de service nationaux passés entre le SCA et ses grands prescripteurs (armées, directions et services) déclineront les modalités de satisfaction de leurs besoins. La qualité du service rendu (QSR) sera évaluée par la chaîne CPCS-COMBdD. Enfin, un dialogue de gestion renouvelé permettra au SCA de corriger les écarts constatés et d'améliorer ainsi l'efficacité de ses prestations.

¹ *La filière de soutien ayant pour vocation de délivrer à des clients (armées, directions et services) des produits « finis » et prestations de service « clé en main », dans une logique de regroupement d'activités par fonctions homogènes.*

FILIÈRE-MÉTIER-ORGANIQUE, LES TROIS AXES DE LA RÉORGANISATION DU SERVICE

Le rattachement hiérarchique des GSBdD nécessite une profonde réorganisation du service.

Chaque organisme du SCA sera ainsi réorganisé autour d'un axe central, la filière, appuyée par des métiers et soutenue par des fonctions de soutien organique.

Huit filières de soutien ont été définies (habillement, RHL, assistance juridique, etc.). Elles constituent la pierre angulaire de l'approche client, et sont porteuses pour le service de l'obligation de performance qualitative, c'est-à-dire de satisfaction et de respect des besoins exprimés. Leur efficacité sera garantie par la forte intégration des processus qu'elles mettent en œuvre, allant de la conception à l'exécution (concept du « bout en bout »).

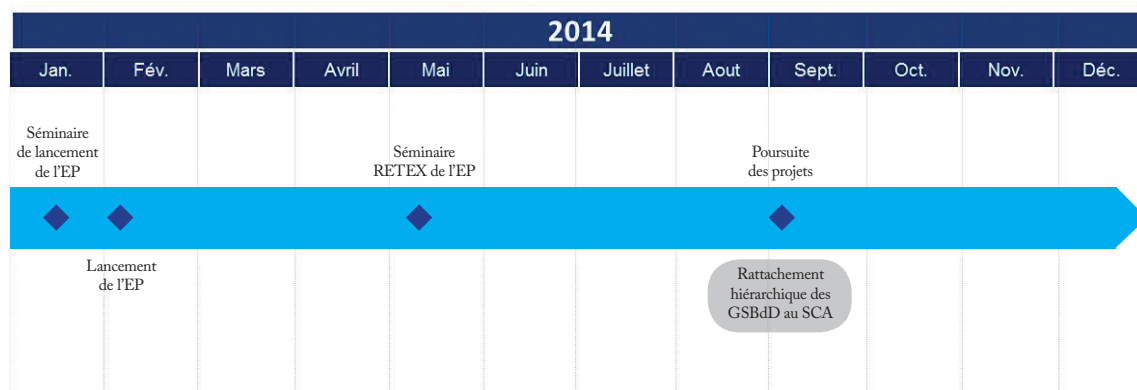
La nouvelle organisation du SCA est segmentée en trois niveaux complémentaires : les niveaux stratégique (direction centrale), de mise en œuvre (centres experts) et d'exécution (établissements, PFAF

et GSBdD) dans lesquels s'inscrivent pleinement les filières. Ainsi, l'officier responsable de filière (ORF) aura autorité sur la filière au sein de la direction centrale. Dans les centres experts, l'officier conduite de filière (OCF) sera responsable de sa mise en œuvre. Les établissements, PFAF et GSBdD délivreront les produits ou exécuteront les prestations.

Les filières seront appuyées par des expertises métiers (achats, finances, logistique, etc.). Ces savoir-faire, techniques et méthodes, permettront la délivrance des produits ou l'exécution des prestations par les filières. Chaque métier devra ainsi concilier les impératifs de transformation exprimés par les filières avec les directives fonctionnelles de ses régulateurs.

Enfin, l'axe « organique », regroupant l'ensemble des activités de support (essentiellement, PMRE, infrastructure, dialogue social, SI, gestion des habilitations), assurera le fonctionnement courant de chaque organisme du SCA.

Calendrier



L'ÉCHELON DE PRÉFIGURATION

Le plan de transformation de l'organisation du soutien comprend le déploiement d'un échelon de préfiguration avant la généralisation du modèle à l'été 2014.

La préfiguration est littéralement « l'annonce d'un événement futur sous une forme imparfaite » : elle vise donc bien à créer les conditions nécessaires à la réussite de la bascule vers la nouvelle organisation et à consolider ses principes directeurs. L'échelon de préfiguration est effectif depuis le 1^{er} février 2014 sur le terrain. Il s'achèvera le 1^{er} septembre 2014, date du transfert hiérarchique des GSBdD au SCA et de régies infrastructure au SID. Il couvre un périmètre composé de trois piliers :

- la chaîne de commandement avec le CPCS NG, les EMSD de Bordeaux et Lyon, et les 17 Bdd réparties dans trois zones géographiques (Sud Ouest, Centre Est, Ouest) ;
- La chaîne SCA avec, pour l'administration générale et les soutiens communs, la DCSCA, les centres experts, les PFAF Centre-Est et Sud-Ouest, les 17 GSBdD du périmètre Lyon, Bordeaux et Brest ;
- La chaîne SID pour l'infrastructure, la DCSID, les ESID de Brest, Bordeaux et Lyon, les 21 USID situés dans leur périmètre d'intervention et les 17 chefs de régies des GSBdD.

Cette préfiguration doit par ailleurs favoriser l'appropriation de la transformation par tous les acteurs du niveau local au niveau ministériel, en les impliquant dans la consolidation du modèle avant sa généralisation. A ce titre le SCA a défini avec les GSBdD préfigureurs 37 projets qui permettront à chacun de se projeter dans l'avenir en travaillant en commun sur les voies de la modernisation.

En mai prochain, l'EMA organisera une journée d'information des armées, directions et service du ministère afin de tirer les enseignements de cet échelon de préfiguration.

Information et actualités de la transformation sur le site du SCA, onglet TRANSFORMATION SCA-AGSC



Atelier de travail lors du séminaire de lancement de l'échelon de préfiguration de la transformation les 24 et 25 janvier 2014 à l'école militaire.

R.Senoussi@DICO

QUE FAITES-VOUS LE 4 DÉCEMBRE ? JE VOTE !

Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 : un temps fort pour le dialogue social du ministère de la Défense et particulièrement pour le Service du commissariat des armées.

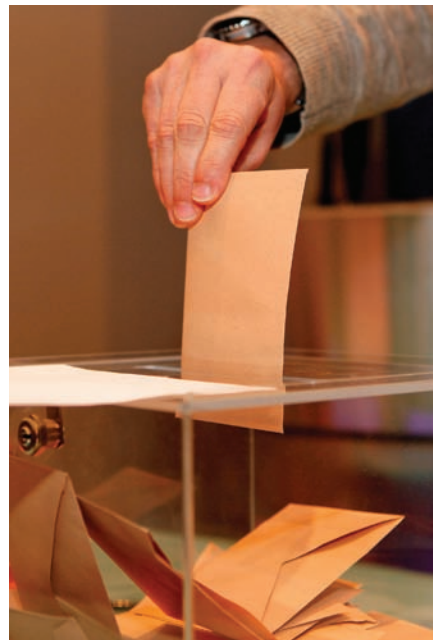
Le 4 décembre 2014, le personnel civil de notre ministère est appelé aux urnes, en métropole, outre-mer et à l'étranger pour renouveler ses représentants aux instances de concertation et de dialogue dans le nouveau périmètre du service.

Lors de cette même journée, les agents civils du SCA désigneront leurs représentants au comité technique de réseau du SCA : le CTR* SCA.

En effet, le directeur central a tenu à ce que le SCA bénéficie de sa propre instance de concertation.

La mise en œuvre d'un dialogue social de qualité au sein du service est une volonté affichée du directeur du SCA. Ce dialogue permanent avec nos partenaires sociaux repose sur cette instance de dialogue formel et se pratique également à tous les niveaux, au cours d'audiences, de bilatérales ou multilatérales, de visites d'établissements, de manière plus ou moins formalisée.

Ainsi, de notre administration centrale à nos établissements, le service dispose des moyens d'un dialogue social profondément renoué, capable de refléter et de conserver la cohérence de nos chaînes de métiers.



JLCharrier@DICO

** Le comité technique de réseau (CTR) est un comité technique compétent pour les services centraux, les services déconcentrés et les services à compétence nationale relevant d'une même chaîne d'emploi. Les CTR constituent les instances de dialogue social facultatives des chaînes d'emploi. Leurs attributions, communes à l'ensemble des comités techniques, sont adaptées aux besoins de chaque CTR dans la limite de leur périmètre.*

MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE

Le nouveau régime indemnitaire de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel (RIFSEEP) va progressivement se substituer à la prime de fonctions et de résultats (PFR) et à l'ensemble des indemnités versées aux agents de la fonction publique. Cette nouvelle prime se compose de deux volets :

- une part d'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), en versement mensuel,
- un complément indemnitaire annuel (CIA), lié à l'engagement professionnel, versé sous la forme d'un bonus non reductible.

Ce nouveau régime indemnitaire, mis en place cette année au profit des agents de catégorie C avant généralisation à l'ensemble des fonctionnaires, permettra aux adjoints administratifs de bénéficier d'une revalorisation de leurs primes en 2014.

Pour les agents techniques, l'extension, dès 2014, est encore à l'étude.

INFO

L'ACA, Association des commissaires des armées, a ouvert ses portes sur le Net. Vous y trouverez informations utiles et actualités.

Accéder au site Internet : commissairesarmees.wordpress.com

DEVENEZ ACTEUR DE LA DÉFENSE DE DEMAIN

La Mission pour le développement de l'innovation participative (MIP) fêtera cette année son 25^e anniversaire. Soutenue par la DGA, la MIP rend compte de ses actions directement au ministre de la défense. Objectif de cette structure : favoriser l'émergence et le développement d'idées innovantes.

Qui est concerné ?

Chacun et chacune d'entre vous !
L'ensemble du personnel militaire et civil du ministère, sans distinction de métier ou de grade. Chacun peut être porteur d'innovations.

Quel type d'idée ?

Il n'y a pas de limite au champ des idées !
L'amélioration ou la conception de tout matériel, produit ou procédure pertinent pour le ministère de la défense est concerné. Le champ administratif et logistique couvert par le SCA est donc tout à fait intéressé !

Quel soutien ?

La MIP apporte toute l'aide nécessaire à l'innovateur afin de lui permettre de concrétiser son projet.

Vous avez une idée ?

En 25 ans d'existence, la MIP a permis à plus 600 projets de déboucher sur des réalisations concrètes. Certaines sont de vraies pépites ! Et si la prochaine était la vôtre ?

En savoir + :

<http://www.dga.defense.gouv.fr/innovation>



AMÉLIORONS NOTRE PERFORMANCE

La démarche Lean Six Sigma a été expérimentée en région Nord-Est avec l'objectif de traiter 100 % des factures en moins de vingt jours.

Le Lean (qui se traduit par « maigre ») s'applique dans le secteur privé depuis une cinquantaine d'années déjà, et désormais dans les administrations publiques.

La méthode a pour but de « traquer » les défauts pour réaliser une activité, qu'elle soit technique ou administrative, dans les meilleurs délais.

Fin 2013, le SCA a appliqué la méthode Lean sur un processus de traitement des factures au sein de la région Nord-Est. Avec l'appui de la DCSCA et du CESGA, des représentants de la PFAF NE et des GSBdD environnants (Epinal Luxeuil, Strasbourg Haguenau et Metz) ont mené une expérimentation sur une période de trois mois. La méthode appliquée, associant étroitement le personnel, s'est déroulée en trois étapes principales :

- réaliser un premier diagnostic du processus,
- décortiquer l'organisation et l'ensemble des procédures de travail,
- adopter des mesures de nature à améliorer les pratiques.

L'expérimentation réalisée à Metz se poursuivra tout au long du 1^{er} semestre 2014 pour valider l'ensemble des propositions, avant leur généralisation à toutes les PFAF dès septembre 2014.

Les quatre clés du Lean Six Sigma

- supprimer les défauts pour satisfaire les clients en délai et en qualité ;
- éliminer les variations pour améliorer le flux et la vitesse des processus ;
- développer des compétences spécifiques pour collaborer efficacement ;
- fonder ses décisions sur des données et des faits.

BIENVENUE SUR L'ESPACE QUALIGRAM

L'espace Qualigram, ouvert sur le site SCA, présente l'ensemble du référentiel documentaire auquel se rattachent les modèles et documents types utiles au quotidien. Cet espace est accessible par un login et un mot de passe disponibles auprès de votre bureau pilotage ou de son équivalent.



LA QUESTION DU SOUTIEN DURANT LA GUERRE DE 1870, QUE S'EST-IL VRAIMENT PASSÉ ?

Jamais la question de l'administration de l'armée ne suscita autant de débats qu'au lendemain de la guerre de 1870. Publications, commissions d'enquêtes, débats parlementaires se multiplièrent durant toute la décennie qui suivit. C'est que le pays, bouleversé par la défaite, avait en outre été frappé par les problèmes graves d'approvisionnement de l'armée durant la campagne. Le travail intensif d'identification des causes produisit rapidement ses effets, ramenant de la raison dans les jugements simplistes et permettant une réforme sans précédent de l'organisation administrative de l'armée.



Réservistes 1870, Pierre-Georges Jeannot (1882)

Le 18 juillet 1870, la dépêche du général de Failly, commandant du 5^e corps au ministère de la Guerre, aurait dû retenir l'attention du ministre des Affaires étrangères, qui allait déclarer la guerre le lendemain à la Prusse. « Suis à Bitche avec 17 bataillons d'infanterie. Envoyez-nous argent pour faire vivre troupes. Les billets n'ont point cours. Point d'argent dans les caisses publiques des environs, point d'argent dans les caisses des corps ». Le lendemain : « Nous avons besoin de tout, sous tous les rapports. » Ce compte rendu, pour le moins inquiétant, sur les opérations de mobilisation, n'était que le premier d'une longue série d'autres, qui allaient régulièrement ponctuer les six semaines d'opérations de l'armée impériale. À l'origine de cette situation, un faisceau de facteurs.

Sur le plan politique, la décision d'entrer en guerre fut manifestement hasardeuse, compte tenu de l'impréparation de l'armée française pour soutenir une guerre européenne moderne. Le « vous n'êtes pas prêts » de Thiers aux parlementaires belliqueux renvoyait notamment à la forte insuffisance des crédits militaires pour équiper et nourrir la nouvelle armée de 900 000 hommes.

L'héritage culturel des guerres récentes menées par l'armée française dans la décennie 1860-1870 est aussi en cause : en Algérie et au Mexique, il ne fallait pas compter sur un éventuel appoint fourni par la population locale pour approvisionner les troupes. L'habitude alors prise par l'armée de se déplacer en complète autarcie, jointe à un esprit légaliste et se

refusant à effectuer des réquisitions, se traduit par les longues colonnes de ravitaillement qui suivaient les troupes. Les Allemands ne s'embarassèrent pas de telles considérations, même si leurs pratiques dans ce domaine restèrent relativement maîtrisées.

Venons-en à ce qui avait le plus retenu l'attention des analystes de l'époque : une faille de nature institutionnelle, à savoir celle régissant les rapports entre administration et commandement. La première n'est alors subordonnée au second qu'en période de guerre. Le commandement, responsable du soutien seulement dans un cas d'exception, finit par s'en désintéresser, tandis que le soutien, trop autonome, put perdre de vue certaines réalités opérationnelles. Cette situation, dommageable en général, prit une tournure dramatique dans un contexte où une armée de mobilisation rapide et dont les effectifs étaient massifs, imposait une coordination parfaite dès le temps de paix. Des deux lois adoptées en 1873 et 1882 pour y remédier, on peut identifier plusieurs principes encore valables de nos jours : une administration de nature et à vocation spécifiquement militaires, subordonnée au commandement en tout temps, dont l'organisation en grands services autonomes est efficiente et adaptée à l'extrême variété des besoins des forces. La transformation des soutiens « Défense 2020 » obéit bien à cette logique.

En savoir + sur le soutien en 1870 : site intradef du SCA, « patrimoine ».